



Circulaire technique

Sécurité des chantiers

« Des travaux de construction aux prestations de service »



Assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale de l'ensemble des travailleurs est et restera une priorité de VNF. C'est pourquoi j'ai souhaité que l'établissement s'engage dans la mise en œuvre d'une politique concrète pour la sécurité des chantiers. Nous devons être irréprochables dans la maîtrise des risques, l'application de la réglementation et sa formalisation.

L'instruction du 28 septembre 2011 fixe les points essentiels sur lesquels je souhaite que les chantiers soient encadrés : définition et organisation des rôles et responsabilités, désignation d'un responsable d'opération, suppression des co-activités ou, le cas échéant, diminution, élaboration des documents de prévention adaptés à chaque configuration de chantier même pour les chantiers réalisés en régie, suivi de la mise en œuvre des mesures de prévention prévues, formalisation du contrôle hiérarchique interne et mise en place d'un dispositif permettant le retour d'expériences.

La présente circulaire vise à vous soutenir dans cette démarche. Elle reprend l'ensemble des obligations réglementaires et celles internes à l'établissement applicables à tout chantier. Elle présente la méthodologie à appliquer pour définir le type de chantier, précise notamment les rôles et responsabilités du responsable de l'opération, du chargé du suivi de chantier et du chargé de la prévention.

Afin de rendre son utilisation la plus pratique possible et efficace sur le terrain, elle est organisée sous forme de « tiroirs » de couleurs différentes dont chacun est spécifique à un type de chantier.

Cette circulaire doit nous servir de référence systématique dans la mise en œuvre de chaque chantier afin d'exercer collectivement notre métier en sécurité.

Le Directeur général
Marc PAPINUTTI



Date de création : 07/11/2012
Dernière mise à jour :
16/11/2015
Rédacteur
Vérificateur
Approbateur

Sophie LONGCHAMBON

 Chargée de sécurité exploitation, maintenance et
restauration du réseau

signé

Didier SACHY

 Directeur de l'infrastructure, de l'eau et de
l'environnement

signé

Marc PAPINUTTI

Directeur général

signé
Objectif : Dispositions relatives à la réalisation des chantiers

Champ d'application : Cette circulaire s'applique à l'ensemble des chantiers réalisés sur le domaine confié en gestion à VNF.

Objet de la mise à jour : Suite au passage à l'EPA au 1^{er} janvier 2013 et au bilan réalisé en 2014 relatif à la mise en œuvre de la politique sécurité des chantiers dans les directions territoriales

1. Cadre général

1.1. Les obligations et les enjeux	6
1.2. Le périmètre de la circulaire	7
1.3. Les différents types de chantier	9
1.4. Les différentes étapes	10

2. Etapes préalables

2.1. Identification du maître d'ouvrage ou de l'entreprise utilisatrice	11
2.2. Identification du responsable de l'opération, du chargé du suivi de chantier et du chargé de la prévention	12
2.3. Programmation du chantier	13
2.4. Détermination du type de chantier	14

3. Chantier réalisé exclusivement en régie

3.1. Consignation dans le registre des chantiers	16
3.2. Identification des intervenants	17
3.3. Réalisation de l'inspection commune préalable	18
3.4. Elaboration du plan de prévention régie	19
3.5. Information des travailleurs	20
3.6. Suivi du chantier	21
3.7. Réalisation du bilan et mise à jour du registre	22

4. Chantier réalisé par une ou plusieurs entreprises extérieures avec ou sans régie

4.1. Consignation dans le registre des chantiers	23
4.2. Identification des intervenants	24
4.3. Réalisation de l'inspection commune préalable	25
4.4. Elaboration du plan de prévention	26
4.5. Information et mise à disposition du plan de prévention	27
4.6. Information des travailleurs	28
4.7. Suivi du chantier	29
4.8. Réalisation du bilan et mise à jour du registre	31

5. Chantier de bâtiment ou de génie civil clos et indépendant avec ou sans régie

5.1. Consignation dans le registre des chantiers	32
5.2. Détermination de la catégorie du chantier	33
5.3. Désignation d'un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé	34
5.4. Identification des intervenants	35
5.5. Elaboration de la déclaration préalable	36
5.6. Suivi des missions du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé	37
5.7. Autres missions de VNF au cours du chantier	46
5.8. Réalisation du bilan et mise à jour du registre	47

6. Opération de chargement et déchargement avec ou sans régie

6.1. Identification des intervenants	48
6.2. Elaboration du protocole de sécurité	49
6.3. Information des travailleurs	50
6.4. Suivi de l'opération	51

7. Chantier où VNF n'est ni maître d'ouvrage, ni entreprise utilisatrice

7.1. Information de VNF	52
7.2. Délivrance de l'autorisation	53
7.3. Participation à l'inspection commune préalable	54
7.4. Constatation pendant le chantier	55



= Référence à respecter



= Outil disponible



= Pour en savoir plus

LES OBLIGATIONS

OBLIGATIONS DE VNF

➤ **Obligation générale :**

VNF doit prendre les mesures nécessaires pour **assurer la sécurité et la santé physique et mentale** des travailleurs.

VNF doit **évaluer les risques** pour la santé et la sécurité des travailleurs et, suite à cette évaluation, **mettre en œuvre les actions de prévention** en respectant les **principes généraux de prévention**.


➤ **Obligation liée aux chantiers :**

Lorsque, dans un même lieu de travail, les travailleurs de plusieurs entreprises et/ou équipes sont présents, VNF avec les autres responsables coopèrent à la **mise en œuvre des dispositions** relatives à la santé et la sécurité au travail.

OBLIGATIONS DES TRAVAILLEURS

Il incombe à chaque travailleur de **prendre soin**, en fonction de sa formation et selon ses possibilités, **de sa santé et sa sécurité** ainsi que **celles des autres personnes** concernées par ses actes ou ses omissions au travail.

Le travailleur alerte immédiatement l'employeur de toute situation de travail dont il a un motif raisonnable de penser qu'elle présente un danger grave et imminent pour sa vie ou sa santé ainsi que de toute défectuosité qu'il constate dans les systèmes de protection.



VNF a une **obligation de résultat en matière de sécurité** envers les travailleurs.

LES ENJEUX

ENJEUX HUMAINS

- amélioration des conditions de travail,
- diminution du nombre d'accidents,
- diminution du nombre de maladies professionnelles,
- ...


ENJEUX ÉCONOMIQUES

- diminution des coûts directs liés aux accidents et aux maladies professionnelles,
- réduction des coûts indirects liés aux accidents (suivi administratif de l'accident, remplacement de la victime, casse du matériel, ...),
- réduction de l'absentéisme,
- ...

ENJEUX JURIDIQUES

- réduction du risque juridique,
- réduction des mises en cause de VNF et des travailleurs,
- ...

RÉFÉRENCES

- 
- Code du travail : Articles L.4121-1 et suivants
 - Règlement intérieur de chaque direction territoriale

1.2. Le périmètre de la circulaire



La circulaire s'applique lors de **TOUT** chantier réalisé **sur le domaine confié en gestion à VNF** avec intervention **d'équipe(s) en régie** et/ou **entreprise(s) extérieure(s)** que ce soit **pour le compte de VNF** ou autrui.

« CHANTIER » (= OPÉRATION, TERME JURIDIQUE)

Tous travaux ou prestations de services réalisés par une ou plusieurs équipes en régie et/ou entreprises extérieures afin de concourir à un même objectif.

Précisions : S'applique aux chantiers programmés et non programmés, par exemple :

- les travaux d'investissement (construction neuve, grosse réparation, ...),
- les travaux de maintenance/entretien (élagage, dragage, changement de porte d'écluse, ...)
- les prestations de service (maintenance informatique, entretien quotidien des locaux, intervention d'expertise, ...)

OPÉRATION DE CHARGEMENT OU DE DÉCHARGEMENT

Activité concourant à la mise en place ou à l'enlèvement sur ou dans un engin de **transport routier**, de produits, fonds et valeurs, matériels ou engins, déchets, objets et matériaux de quelque nature que ce soit.

OPÉRATIONS DE CHARGEMENT OU DE DÉCHARGEMENT À CARACTÈRE RÉPÉTITIF

Opérations de chargement ou déchargement qui portent sur des produits ou substances de même nature, sont accomplies sur les mêmes emplacements, selon le même mode opératoire, et mettent en œuvre les mêmes types de véhicules et de matériels de manutention.

DOMAINE CONFIE EN GESTION À VNF

Domaine de l'Etat dont la gestion est confiée à VNF en application du I. de l'article 124 de la loi de finances pour 1991 (article L.4314-1 du code des transports).

RÉFÉRENCES



- Instruction VNF « Sécurité des chantiers » du 28/09/2011
- Code du travail : Articles R.4511-4, R.4515-2 et R.4515-3
- Code des transports : Article L.4314-1, D.4314-1 et D.4314-3

LES DIFFÉRENTS INTERVENANTS

LE BÉNÉFICIAIRE

- **Maître d'ouvrage** : Personne morale pour laquelle l'ouvrage est construit.
- **Entreprise utilisatrice** : Entreprise pour le compte de laquelle un chantier est effectué par des travailleurs appartenant à d'autres entreprises et qui ne sont pas placés sous sa direction.

LES INTERVENANTS POUR LE COMPTE DU BÉNÉFICIAIRE

- **Maître d'œuvre** : Personne chargée de la conception de l'ouvrage et du contrôle général de l'exécution de celui-ci.
- **Entreprise extérieure** : Toute entreprise, organisme ou collectivité publique juridiquement indépendant du maître d'ouvrage ou de l'entreprise utilisatrice, amené à faire travailler son personnel ponctuellement ou en permanence dans les locaux d'une autre entreprise.
 - ↳ **Sous-traitant** : Entrepreneur qui, sous la direction d'un entrepreneur principal, s'engage envers ce dernier à réaliser tout ou une partie de l'exécution du contrat d'entreprise ou de marché public conclu avec le maître d'ouvrage ou l'entreprise utilisatrice.
- **Équipe en régie** : Personnel de VNF réalisant des chantiers pour le compte de VNF sur le domaine confié en gestion à VNF.

LES IMPACTÉS

- **Impacté** : Personne physique ou morale subissant directement ou indirectement les conséquences des chantiers effectués (concessionnaires en cas de chantier réalisé sur le périmètre de leur convention d'occupation temporaire ou l'impactant, usagers de la voie d'eau, ...).

RÉFÉRENCES

- Code du travail : Article L.1262-4
- Loi n° 85-704 du 12/07/1985 modifiée
- Circulaire DRT n° 93/14 du 18/03/1993
- Circulaire DRT n° 96/5 du 10/04/1996



Les entreprises étrangères doivent appliquer les règles relatives à la santé et la sécurité au travail du droit français.

LES CINQ TYPES DE CHANTIER

Etapes préalables

En fonction des caractéristiques du chantier, les **étapes préalables** permettent de **déterminer le type de chantier**.

Chantier réalisé
exclusivement en
régie

Chantier réalisé par
une ou plusieurs
entreprises
extérieures avec ou
sans régie

Chantier de
bâtiment ou de
génie civil clos et
indépendant avec ou
sans régie

Opération de
chargement et
déchargement avec
ou sans régie

Chantier où VNF
n'est ni maître
d'ouvrage ni
entreprise
utilisatrice



RÉFÉRENCES

➤ Instruction VNF « Sécurité des chantiers » du 28/09/2011
➤ Code du travail : Articles L.4121-2 et suivants

➤ Instruction VNF « Sécurité des chantiers » du 28/09/2011
➤ Code du travail : Articles L.4511-1 et R.4511-1 et suivants

➤ Code du travail : Articles L.4531-1 et suivants et R.4532-1 et suivants

➤ Instruction VNF « Sécurité des chantiers » du 28/09/2011
➤ Code du travail : Articles L.4511-1 et R.4511-1 et suivants dont R.4515-1 et suivants

ETAPES PREALABLES

Identification du maître d'ouvrage ou de l'entreprise utilisatrice

Identification du responsable de l'opération, du chargé du suivi de chantier et du chargé de la prévention

Programmation du chantier

Détermination du type de chantier

**CHANTIER RÉALISÉ
EXCLUSIVEMENT
EN RÉGIE**Consignation dans le
registre des chantiersIdentification des
intervenantsRéalisation de
l'inspection commune
préalableElaboration du plan de
prévention régieInformation des
travailleurs

Suivi du chantier

Réalisation du bilan et
mise à jour du registre**CHANTIER RÉALISÉ PAR
UNE OU PLUSIEURS
ENTREPRISES
EXTÉRIEURES AVEC OU
SANS RÉGIE**Consignation dans le
registre des chantiersIdentification des
intervenantsRéalisation de
l'inspection commune
préalableElaboration du plan de
préventionInformation et mise à
disposition du plan de
préventionInformation des
travailleurs

Suivi du chantier

Réalisation du bilan et
mise à jour du registre**CHANTIER DE BÂTIMENT
OU DE GÉNIE CIVIL CLOS
ET INDÉPENDANT AVEC
OU SANS RÉGIE**Consignation dans le
registre des chantiersDétermination de la
catégorie du chantierDésignation du
coordonnateur SPSIdentification des
intervenantsElaboration de la
déclaration préalableSuivi des missions du
coordonnateur SPS et
autresRéalisation du bilan et
mise à jour du registre**OPÉRATION DE
CHARGEMENT ET
DÉCHARGEMENT AVEC
OU SANS RÉGIE**Identification des
intervenantsElaboration du
protocole de sécuritéInformation des
travailleurs

Suivi de l'opération

**CHANTIER OÙ VNF
N'EST NI MAÎTRE
D'OUVRAGE NI
ENTREPRISE
UTILISATRICE**

Information de VNF

Délivrance de
l'autorisationParticipation à
l'inspection commune
préalableConstataction pendant
le chantier

2.1. Identification du maître d'ouvrage ou de l'entreprise utilisatrice



OBJECTIF

Pour tout chantier, le **maître d'ouvrage ou l'entreprise utilisatrice** doit être **identifié(e)**.

POURQUOI ?

Le chantier peut **être réalisé soit par VNF soit par un autre maître d'ouvrage ou une autre entreprise utilisatrice** sur le domaine confié en gestion à VNF. Selon les cas, **VNF n'aura pas le même rôle**.

SI VNF EST MAÎTRE D'OUVRAGE OU ENTREPRISE UTILISATRICE



VNF doit respecter les étapes 2.2 et suivantes.

SI VNF N'EST NI MAÎTRE D'OUVRAGE NI ENTREPRISE UTILISATRICE



VNF doit respecter les étapes 7.1. et suivantes.

2.2. Identification du responsable de l'opération, du chargé du suivi de chantier et du chargé de la prévention



OBJECTIF

Pour tout chantier, le **responsable de l'opération** et le **chargé du suivi de chantier** doivent être **identifiés**. De plus, un **chargé de la prévention** peut être désigné si nécessaire pour le chantier.

POURQUOI ?

L'identification du responsable de l'opération et du chargé du suivi de chantier permet d'assurer un suivi tout au long du chantier en **identifiant le « qui fait quoi »** lors du chantier.

LE RESPONSABLE DE L'OPÉRATION

QUI ?

Il est le **représentant du maître d'ouvrage** et doit **posséder la délégation de signature** en matière d'hygiène et de sécurité (chantier).

DÉSIGNÉ PAR QUI ?

Il est désigné **par la direction territoriale**.

QUEL RÔLE ?

Il **désigne le chargé du suivi de chantier et si nécessaire, le chargé de la prévention**. Il doit notamment programmer le chantier, déterminer le type de chantier, approuver le plan de prévention, désigner le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, ...

LE CHARGÉ DU SUIVI DE CHANTIER

DÉSIGNÉ PAR QUI ?

Il est désigné **par le responsable de l'opération** en fonction des caractéristiques du chantier.

QUEL RÔLE ?

Il doit notamment organiser l'inspection commune préalable, élaborer le plan de prévention, suivre le chantier, ...

LE VÉRIFICATEUR

Le vérificateur est le **responsable hiérarchique du chargé du suivi de chantier**. Il doit notamment **vérifier les documents** rédigés par le chargé du suivi de chantier. Dans certains cas, il pourra être le responsable de l'opération.

LE CHARGÉ DE LA PRÉVENTION

En fonction des caractéristiques du chantier, le responsable de l'opération **peut désigner un chargé de la prévention**. Ce chargé issu du réseau de prévention, aura pour mission **d'assister le responsable de l'opération et le chargé du suivi de chantier** afin de veiller au respect de la réglementation en matière de sécurité et de protection de la santé.

LE RÉSEAU DE PRÉVENTION

Le réseau de prévention (conseillers de prévention, assistants de prévention, correspondants sécurité-prévention, ...) **peut intervenir lors du chantier comme conseiller à la prévention**. Il peut notamment aider à déterminer le type de chantier, à élaborer le plan de prévention, à réaliser des visites de chantier,

LE CHARGÉ DE PROJET DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Le chargé de projet du maître d'ouvrage (appelé aussi conducteur d'opération en phase « chantier ») est la personne qui **assure le pilotage du projet** qui lui est confié, notamment la phase d'étude pré-opérationnelle (prise en considération et définition du besoin, ...), la phase d'étude de conception (études préliminaires/diagnostic, avant-projet, ...) et la phase de réalisation des travaux.

RÉFÉRENCES



- Instruction VNF « Sécurité des chantiers » du 28/09/2011
- Manuel de maîtrise d'ouvrage VNF

2.3. Programmation du chantier



OBJECTIF

Préalablement à son exécution, le chantier doit **être programmé**.

POURQUOI ?

Un chantier programmé en amont de toute exécution permet de réaliser le chantier **avec le maximum de sécurité**.

Cette programmation permet de **préparer et réaliser le chantier comme VNF le souhaite et d'anticiper toutes les contraintes**.

PAR QUI ?

Le chantier doit être programmé **par le responsable de l'opération** assisté, si nécessaire, par le **chargé du suivi de chantier ou le chargé de projet du maître d'ouvrage** en fonction du chantier.

COMMENT ?

La programmation doit se faire avec **le responsable de site** sur lequel le chantier est réalisé afin d'identifier les éléments à prendre en compte pour la bonne réalisation du chantier. Il s'agit d'intégrer les informations issues des échanges avec **les services Exploitation, Entretien-Maintenance, Ingénierie, Domaine, Bâtiment et le réseau de prévention**.

DANS LE CAS D'UN MARCHÉ

Le marché doit préciser que le chantier fait l'objet d'une inspection commune préalable, d'un plan de prévention, d'un protocole de sécurité ou d'un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Dans le cas d'un marché à prix unitaire, un prix pour chaque obligation doit être indiqué dans le bordereau de prix et, dans le cas d'un marché à prix global et forfaitaire, la décomposition du prix global et forfaitaire doit indiquer chacune des obligations.

Les documents-types VNF nécessaires au chantier doivent être joints au marché.



Programmer le chantier de façon à :

- **limiter les interventions d'équipe en régie en présence d'entreprise(s) extérieure(s),**
- **favoriser les chantiers clos et indépendants,**
- **supprimer les co-activités** ou, le cas échéant, **les diminuer.**

ÉLÉMENTS À IDENTIFIER

Identification des moyens humains, matériels et financiers :

Les moyens doivent être identifiés.

Identification des contraintes extérieures :

Pour programmer le chantier, l'ensemble des contraintes extérieures doivent être identifiées (activités d'exploitation, réalisation d'un autre chantier à proximité, présence d'usagers et/ou d'impactés, conditions hydrauliques, conditions météorologiques, ...).

Par exemple :

- un chantier programmé pendant un chômage réalisé avec des entreprises extérieures peut permettre d'éviter ou, le cas échéant, limiter les interférences avec l'exploitation,
- un chantier sur un barrage doit être programmé en fonction des contraintes hydrauliques.

RÉFÉRENCES



- Instruction VNF « Sécurité des chantiers » du 28/09/2011
- Instruction VNF relative à l'élaboration, la démarche qualité et l'approbation des opérations d'investissement du 23/11/2012
- Circulaires techniques environnementales VNF
- Schéma directeur d'exploitation des voies navigables
- Cartes des chômages
- Plans de maintenance préventive
- Manuel de maîtrise d'ouvrage VNF

2.4. Détermination du type de chantier

**OBJECTIF**

Le **type** de chantier doit **être identifié**.



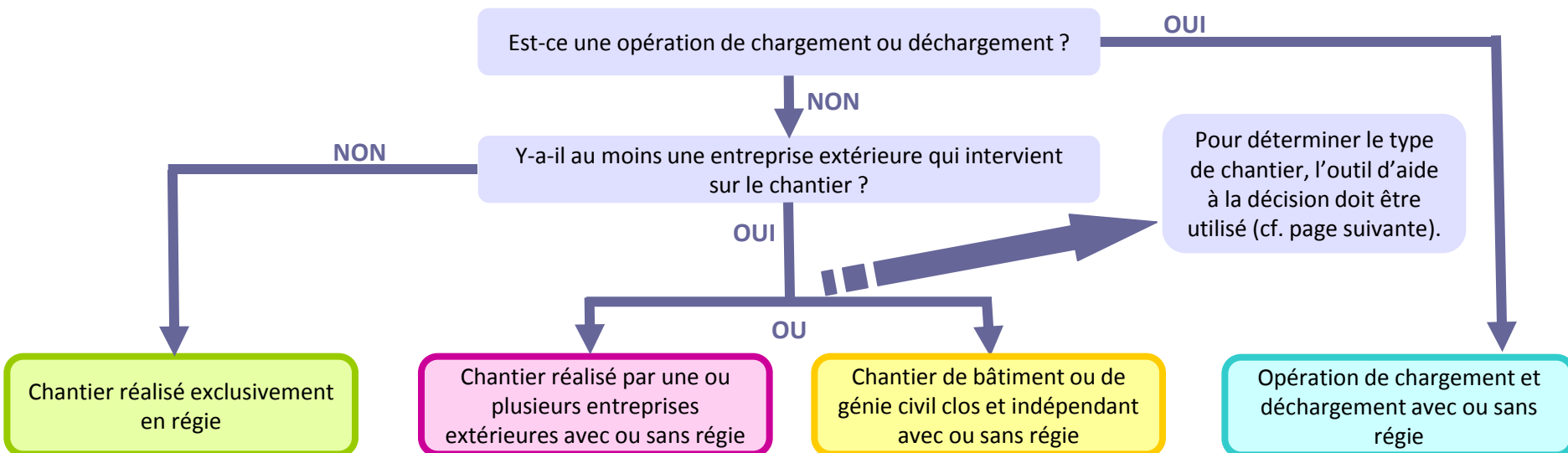
Si le responsable de l'opération le juge nécessaire, l'analyse préalable peut **être formalisée**.

COMMENT ?

Une **analyse préalable** doit être réalisée afin de déterminer, **en fonction des caractéristiques du chantier** et à l'aide du **logigramme** ci-dessous, le type de chantier.

PAR QUI ?

Il est identifié **par le responsable de l'opération** assisté, si nécessaire, par le **réseau de prévention** ou le **chargé de la prévention** s'il a été désigné pour ce chantier ainsi que **par le chargé du suivi de chantier et/ou le chargé de projet du maître d'ouvrage** en fonction du chantier.

LOGIGRAMME**RÉFÉRENCES**

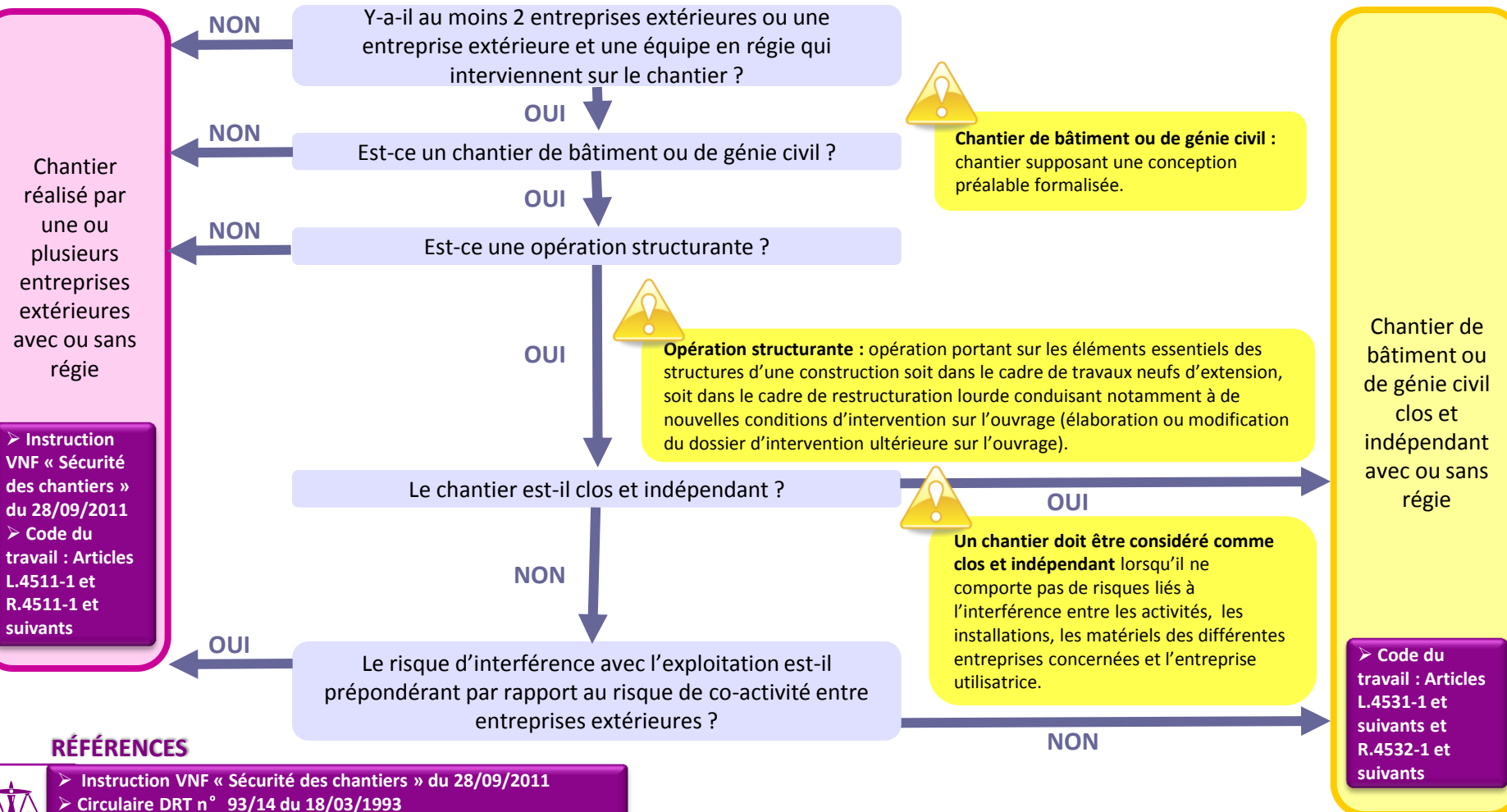
➤ Instruction VNF « Sécurité des chantiers » du 28/09/2011
➤ Code du travail : Articles L.4121-2 et suivants

➤ Instruction VNF « Sécurité des chantiers » du 28/09/2011
➤ Code du travail : Articles L.4511-1 et R.4511-1 et suivants

➤ Code du travail : Articles L.4531-1 et suivants et R.4532-1 et suivants

➤ Instruction VNF « Sécurité des chantiers » du 28/09/2011
➤ Code du travail : Articles L.4511-1 et R.4511-1 et suivants dont R.4515-1 et suivants

OUTIL D'AIDE À LA DÉCISION



RÉFÉRENCES

- Instruction VNF « Sécurité des chantiers » du 28/09/2011
- Circulaire DRT n° 93/14 du 18/03/1993
- Circulaire DRT n° 96-5 du 10/04/1996
- Lettre ministérielle du 10/10/1995

3.1. Consignation dans le registre des chantiers



OBJECTIF

Chaque chantier pour lequel est établi **un plan de prévention régie**, doit **être consigné dans le registre des chantiers**. Pour les chantiers faisant l'objet d'un plan de prévention régie simplifié, la consignation dans le registre est laissée à l'appréciation du chargé du suivi de chantier.

POURQUOI ?

Le registre des chantiers permet de **recenser les chantiers** réalisés en régie et de **disposer d'un retour d'expérience** indispensable pour **améliorer les pratiques**.

SON CONTENU

- intitulé du chantier,
- date de début et de fin de chantier,
- lieu du chantier,
- nombre d'équipes en régie intervenantes et nombre de travailleurs,
- type de chantier,
- documents produits,
- observations.

SA CONSIGNATION

Il est renseigné **par le chargé du suivi de chantier**.

L'EXPLOITATION DU REGISTRE DES CHANTIERS

Il peut être exploité par la **chaîne hiérarchique** en présence, si nécessaire, du **réseau de prévention**.
Le **registre** est **transmis annuellement au siège de VNF**.

OUTILS DISPONIBLES



Document-type VNF « Registre des chantiers »

RÉFÉRENCES



➤ Instruction VNF « Sécurité des chantiers » du 28/09/2011



OBJECTIF

Préalablement à l'exécution du chantier, **tous les intervenants** y participant doivent être **identifiés**.

PAR QUI ?

Ils sont identifiés **par le chargé du suivi de chantier**.

POURQUOI ?

L'identification permet **de déterminer le « qui fait quoi »** et **de le formaliser dans le plan de prévention régie**.

ENTREPRISE UTILISATRICE (E.U.)

Elle a été **identifiée** lors de l'étape 2.1 : **c'est VNF**.

RESPONSABLE DE L'OPÉRATION ET CHARGÉ DU SUIVI DE CHANTIER

Ils ont été **identifiés** lors de l'étape 2.2.

RÉSEAU DE PRÉVENTION ET CHARGÉ DE LA PRÉVENTION

Le réseau de prévention ainsi que le chargé de la prévention s'il a été désigné lors de l'étape 2.2, **peuvent intervenir** au cours des différentes étapes du chantier.

EQUIPE(S) EN RÉGIE

Toutes les équipes en régie doivent être **identifiées** (cf. définition dans § 1.2).

RESPONSABLE DE CHAQUE ÉQUIPE EN RÉGIE

Il doit être **identifié**.

IMPACTÉ(S)

Après avoir été **identifiés**, ils doivent être, si nécessaire, **informés** (cf. définition dans § 1.2).



Recours à un Assistant à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) en matière de santé et sécurité au travail :

Selon les **caractéristiques du chantier** et les **moyens disponibles en interne**, le **responsable de l'opération** peut, **s'il le souhaite**, faire appel à un AMO.

L'AMO l'**aidera** à appliquer la réglementation et l'**assistera** lors de l'inspection commune préalable, de l'élaboration du plan de prévention régie, du suivi de chantier et du retour d'expérience.

L'intervention de l'AMO ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités de VNF.

RÉFÉRENCES

➤ Instruction VNF « Sécurité des chantiers » du 28/09/2011

3.3. Réalisation de l'inspection commune préalable



OBJECTIF

Préalablement à l'exécution du chantier, les **risques propres au chantier** doivent être **analysés** et les **mesures de prévention associées déterminées**. Pour cela, une **inspection commune préalable** doit être **réalisée et formalisée par écrit**.

POURQUOI ?

L'environnement de travail étant différent d'un chantier à l'autre (lieu, caractéristiques, présence d'exploitants, d'équipes en régie et d'impactés, ...), les **risques propres à chaque chantier n'ont pas pu être identifiés** lors de l'évaluation des risques professionnels transcrite dans le document unique (DU). C'est pourquoi cette évaluation **doit être complétée par une inspection commune préalable** durant laquelle les lieux de travail, les installations et les matériels seront inspectés afin d'identifier les **risques propres au chantier** et de déterminer les **mesures de prévention associées**.

PAR QUI ?

Elle est réalisée par le **chargé du suivi de chantier** assisté, si nécessaire, par le **réseau de prévention** ou le **chargé de la prévention** s'il a été désigné pour ce chantier.

COMMENT ?

Elle doit être réalisée **préalablement** à l'exécution du chantier **sur le lieu même du chantier**, **en présence des responsables** identifiés lors de l'étape 3.2.

ÉLÉMENTS À IDENTIFIER LORS DE L'INSPECTION

- délimitation du **secteur d'intervention** des équipes et matérialisation des **zones dangereuses** (risque de co-activité, présence d'impactés, ...),
- indication des **voies de circulation** et **voies d'accès** pouvant être empruntées par les équipes,
- détermination des **moyens de secours** et **moyens de communication**,
- échange de **toute information nécessaire à la prévention** (description des travaux à accomplir, matériels utilisés, modes opératoires, ...),
- communication à l'ensemble des responsables d'équipe, des **consignes de sécurité relatives à l'exploitation** et applicables sur le chantier,
- planification des différentes phases du chantier pour notamment éviter toute situation à risque et respecter les garanties minimales de travail.



Organiser le chantier de façon à **supprimer les co-activités** ou, le cas échéant, les **diminuer**.

ÉLÉMENTS À UTILISER

Document unique de toutes les équipes en régie :

Il doit être utilisé pour compléter l'analyse des risques propres au chantier et déterminer les mesures de prévention associées applicables sur le chantier.

Principes généraux de prévention :

Ils doivent être utilisés pour déterminer les mesures de prévention nécessaires :

- éviter les risques,
- évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
- combattre les risques à la source,
- adapter le travail à l'homme,
- tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
- remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas ou moins dangereux,
- planifier la prévention,
- prendre des mesures de protection collective puis des mesures de protection individuelle,
- donner les instructions appropriées aux travailleurs.

RÉFÉRENCES



➤ Code du travail : Articles L.4121-2, L.4121-3 et R.4121-1



OUTILS DISPONIBLES

Document-type VNF « Inspection commune préalable »



OBJECTIF

TOUT chantier réalisé en régie doit faire l'objet d'un **plan de prévention régie écrit**. Il doit être arrêté et établi **par écrit** **préalablement** à l'exécution du chantier.

POURQUOI ?

Il permet de **formaliser** l'analyse des risques propres au chantier ainsi que la détermination des mesures de prévention associées. Par sa signature, tous les intervenants **s'engagent à le respecter**. Il est établi à partir des informations recueillies lors de l'inspection commune préalable.

PAR QUI ?

Il est établi **par le chargé du suivi de chantier** assisté, si nécessaire, par le **réseau de prévention** ou le **chargé de la prévention** s'il a été désigné pour ce chantier.

AVEC QUI ?

Il est établi **avec les responsables identifiés** lors de l'étape 3.2.

ÉLÉMENTS MAJEURS DU PLAN PRÉVENTION RÉGIE

Définition des **phases d'activités dangereuses**, identification des **risques propres au chantier** et détermination des **mesures de prévention** associées

Adaptation des matériels, installations et dispositifs au chantier à réaliser et définition de leurs **conditions d'entretien**

Rôle de chaque intervenant

Instructions à donner aux travailleurs

Organisation mise en place pour assurer les premiers secours

Toutes autres informations

AUTRES CAS POSSIBLES

Plan de prévention régie simplifié :

Un plan de prévention régie simplifié peut être élaboré lorsque **l'activité du chantier est mentionnée dans le DU ET** qu'il n'y a pas de co-activité sur le chantier.

Plan de prévention régie reconductible :

Pour les chantiers impliquant les **mêmes intervenants** et revêtant un **caractère répétitif** (matériel, lieu d'intervention et mode opératoire identiques), un **plan de prévention régie reconductible** peut être élaboré et reste applicable tant que les intervenants considèrent que les conditions n'ont subi **aucune modification significative**. Sa durée ne pouvant excéder un an, il devra être **mis à jour au moins annuellement** suite à une **nouvelle inspection commune préalable**.

SIGNATURE DU PLAN DE PRÉVENTION RÉGIE

Signature par **chaque responsable identifié**

Avis consultatif du réseau de prévention ou du **chargé de la prévention**

Signature de l'entreprise utilisatrice (VNF):

- **rédacteur** : le chargé du suivi de chantier,
- **vérificateur** : le responsable hiérarchique du rédacteur,
- **approbateur** : le responsable de l'opération

RÉFÉRENCES

➤ Instruction VNF « Sécurité des chantiers » du 28/09/2011

OUTILS DISPONIBLES



Document-type VNF « Plan de prévention régie »
Document-type VNF « Plan de prévention régie simplifié »
Document-type VNF « Procédure en cas d'accident »



OBJECTIF

Avant le début du chantier et sur le lieu même de son exécution, les travailleurs doivent être **informés**, d'une manière compréhensible pour chacun, des risques auxquels ils sont exposés et des mesures de prévention associées.

PAR QUI ?

Ils doivent être **informés par leur propre responsable**.

COMMENT ?

Des **réunions de chantier** peuvent être **organisées** par chaque responsable d'équipe.

Le **plan de prévention régie** et la **procédure en cas d'accident** doivent être **mis à disposition sur le chantier**.



Chaque responsable d'équipe est responsable de la sécurité des **travailleurs placés sous son autorité**.

MISE À DISPOSITION DU PLAN DE PRÉVENTION RÉGIE

Le chargé du suivi de chantier tient le plan de prévention régie à disposition :

- des **CHSCT locaux concernés**,
- du **médecin de prévention** et/ou du **médecin du travail**,
- de l'**inspection de santé et sécurité au travail**.

NATURE DES INFORMATIONS

Indication des **risques** auxquels les travailleurs sont exposés ainsi que des **mesures de prévention** associées

Indication des **zones dangereuses** ainsi que des **moyens adoptés pour les matérialiser**

Indication des **voies à emprunter** pour accéder au lieu d'intervention, aux locaux et installations mis à leur disposition

Indication du **rôle** de chaque intervenant

Explication de l'**emploi des équipements de protection collective et individuelle**

Présentation de la **procédure en cas d'accident** et identification des **accès et issues de secours**

OUTILS DISPONIBLES



Document-type VNF « Liste du personnel et émargement »
Document-type VNF « Procédure en cas d'accident »
Affiche VNF « Sécurité des chantiers »

RÉFÉRENCES



➤ Instruction VNF « Sécurité des chantiers » du 28/09/2011



OBJECTIF

Un **suivi du chantier** doit être **réalisé pendant toute sa durée**.

POURQUOI ?

Il permet :

- de veiller au **bon déroulement du chantier**,
- d'assurer la **coordination générale** des mesures de prévention prises par l'ensemble des intervenants,
- de vérifier que **les mesures prévues dans le plan de prévention régie** ainsi que les **règles de sécurité** sont respectées.



COMMENT ?

Il est réalisé en effectuant **régulièrement des visites sur le chantier**.

PAR QUI ?

Il est réalisé **par le chargé du suivi de chantier** assisté, si nécessaire, du **réseau de prévention** ou du **chargé de la prévention** s'il a été désigné pour ce chantier.



EN CAS DE MODIFICATION PAR RAPPORT AU PLAN DE PRÉVENTION RÉGIE

Le chargé du suivi de chantier doit notamment **coordonner les nouvelles mesures de prévention** et, si nécessaire, **mettre à jour le plan de prévention régie**.

Exemples de modification : risques ou phases d'activité non identifiés, nouvelle équipe en régie, ...

EN CAS DE DANGER GRAVE ET IMMINENT OU NON-RESPECT DES MESURES DE PRÉVENTION

Le chargé du suivi de chantier fait **arrêter la situation dangereuse** et **en informe le responsable de l'opération** ainsi que le **responsable d'équipe concerné**.

S'il le juge nécessaire, le responsable de l'opération **arrête le chantier** en le notifiant au responsable d'équipe concerné.



Chaque **responsable d'équipe** doit **mettre en œuvre** les mesures prévues par le **plan de prévention régie**.

Chaque **travailleur** doit **respecter le plan de prévention régie** ainsi que les **règles de sécurité**.



En cas de **danger grave et imminent**, la **direction** ainsi que le ou les **CHSCT concernés** doivent être **informés** par le responsable de l'opération et le responsable d'équipe concerné.

RÉFÉRENCES



➤ Instruction VNF « Sécurité des chantiers » du 28/09/2011

3.7. Réalisation du bilan et mise à jour du registre



OBJECTIF

Chaque chantier pour lequel est établi **un plan de prévention régie**, doit **faire l'objet d'un bilan**. Pour les chantiers faisant l'objet d'un plan de prévention régie simplifié, la réalisation du bilan est laissée à l'appréciation du chargé du suivi de chantier. Le **registre des chantiers** dans lequel a été consigné le chantier, **doit être complété**.

POURQUOI ?

Le bilan et le registre permettent de **recenser les chantiers** réalisés en régie et de **disposer d'un retour d'expérience** indispensable pour **améliorer les pratiques**.

LE BILAN

SON CONTENU

- remarques concernant le respect du plan de prévention régie et des règles de sécurité,
- descriptions des incidents survenus,
- descriptions des accidents survenus,
- ...

SA RÉDACTION

Il est rédigé **par le chargé du suivi de chantier**.

SA TRANSMISSION

Il doit être **envoyé aux responsables de chaque équipe en régie**, au **réseau de prévention** ainsi qu'au **chargé de la prévention** s'il a été désigné pour ce chantier.

LE REGISTRE

LES COMPLÉMENTS À APPORTER

- date de fin de chantier,
- survenue d'un accident,
- arrêt du chantier,
- ...

SA MISE À JOUR

Il est complété **par le chargé du suivi de chantier**.

L'EXPLOITATION DU BILAN ET DU REGISTRE

Ils peuvent être exploités par la **chaîne hiérarchique** en présence, si nécessaire, du **réseau de prévention**.
Le **registre** est **transmis annuellement au siège de VNF**.

CONSERVATION DU PLAN DE PRÉVENTION RÉGIE

Il est conservé **pendant 5 ans** ou **pendant une durée illimitée en cas d'accident** survenu lors du chantier.

OUTILS DISPONIBLES



Document-type VNF « Registre des chantiers »

RÉFÉRENCES



➤ Instruction VNF « Sécurité des chantiers » du 28/09/2011



OBJECTIF

Chaque chantier doit **être consigné dans le registre des chantiers**.

POURQUOI ?

Le registre des chantiers permet de **recenser les chantiers** réalisés par une ou plusieurs entreprises extérieures et de **disposer d'un retour d'expérience** indispensable pour **améliorer les pratiques**.

SON CONTENU

- intitulé du chantier,
- date de début et de fin de chantier,
- lieu du chantier,
- nombre d'équipes en régie intervenantes et nombre de travailleurs,
- nombre d'entreprises extérieures intervenantes et nombre de travailleurs,
- type de chantier,
- documents produits,
- observations.

SA CONSIGNATION

Il est renseigné **par le chargé du suivi de chantier**.

L'EXPLOITATION DU REGISTRE DES CHANTIERS

Il peut être exploité par la **chaîne hiérarchique** en présence, si nécessaire, du **réseau de prévention**.
Le **registre** est **transmis annuellement au siège de VNF**.

OUTILS DISPONIBLES



Document-type VNF « Registre des chantiers »



RÉFÉRENCES

➤ Instruction VNF « Sécurité des chantiers » du 28/09/2011



OBJECTIF

Préalablement à l'exécution du chantier, **tous les intervenants** y participant doivent être **identifiés**.

PAR QUI ?

Ils sont identifiés **par le chargé du suivi de chantier**.

POURQUOI ?

L'identification permet de **déterminer le « qui fait quoi »** et de le **formaliser dans le plan de prévention**.

ENTREPRISE UTILISATRICE (E.U.)

Elle a été **identifiée** lors de l'étape 2.1 : **c'est VNF**.

MAÎTRE D'ŒUVRE

Il doit être **identifié** (cf. définition dans § 1.2).

ENTREPRISE(S) EXTÉRIEURE(S) (E.E.)

Toutes les entreprises extérieures dont les **sous-traitants** doivent être **identifiés** (cf. définition dans § 1.2).

EQUIPE(S) EN RÉGIE

Toutes les équipes en régie doivent être **identifiées**. Elles sont **considérées comme entreprise extérieure** (cf. définition dans § 1.2).

IMPACTÉ(S)

Après avoir été **identifiés**, ils doivent être, si nécessaire, **informés** (cf. définition dans § 1.2).

RESPONSABLE DE L'OPÉRATION ET CHARGÉ DU SUIVI DE CHANTIER

Ils ont été **identifiés** lors de l'étape 2.2.

RESPONSABLE DE CHAQUE ENTREPRISE EXTÉRIEURE

Il doit être **identifié**.

RESPONSABLE DE CHAQUE ÉQUIPE EN RÉGIE

Il doit être **identifié**.

RÉSEAU DE PRÉVENTION ET CHARGÉ DE LA PRÉVENTION

Le réseau de prévention ainsi que le chargé de la prévention s'il a été désigné lors de l'étape 2.2, **peuvent intervenir** au cours des différentes étapes du chantier.



Recours à un Assistant à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) en matière de santé et sécurité au travail :

Selon les **caractéristiques du chantier** et les **moyens disponibles en interne**, le **responsable de l'opération** peut, **s'il le souhaite**, faire appel à un AMO. L'AMO l'**aidera** à appliquer la réglementation et l'**assistera** lors de l'inspection commune préalable, de l'élaboration du plan de prévention, du suivi de chantier et du retour d'expérience.

L'intervention de l'AMO ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités de VNF.

RÉFÉRENCES

- Instruction VNF « Sécurité des chantiers » du 28/09/2011
- Code du travail : Article R.4511-1

4.3. Réalisation de l'inspection commune préalable



OBJECTIF

Préalablement à l'exécution du chantier, les **risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, les installations, les matériels et les impactés** doivent être **analysés** et les **mesures de prévention déterminées**. Pour cela, une **inspection commune préalable** doit être **réalisée** et **formalisée par écrit**.

POURQUOI ?

Elle permet d'**inspecter les lieux de travail, les installations et les matériels** en vue notamment de **procéder à l'analyse des risques d'interférence** propres au chantier et à la **détermination des mesures de prévention** associées.

PAR QUI ?

Elle est réalisée par le **chargé du suivi de chantier** assisté, si nécessaire, par le **réseau de prévention** ou le **chargé de la prévention** s'il a été désigné pour ce chantier.

COMMENT ?

Elle doit être réalisée **préalablement** à l'exécution du chantier **sur le lieu même du chantier, en présence des responsables** identifiés lors de l'étape 4.2.

ÉLÉMENTS À IDENTIFIER LORS DE L'INSPECTION

- délimitation du **secteur d'intervention** des intervenants et matérialisation des **zones dangereuses** (risque de co-activité, présence d'impactés, ...),
- indication des **voies de circulation** et **voies d'accès** pouvant être empruntées par les intervenants,
- détermination des **moyens de secours** et **moyens de communication**,
- échange de **toute information nécessaire à la prévention** (description des travaux à accomplir, matériels utilisés, modes opératoires, ...),
- communication à l'ensemble des responsables, **des consignes de sécurité relatives à l'exploitation** et applicables sur le chantier,
- planification des différentes phases du chantier pour notamment éviter toute situation à risque et respecter les garanties minimales de travail.



Chaque intervenant informe son **CHSCT, au minimum 3 jours avant**, de la date de l'**inspection commune préalable**. Le CHSCT **peut y participer**, s'il l'estime nécessaire.

ÉLÉMENTS À UTILISER

Document unique de tous les intervenants :

Il doit être utilisé pour réaliser l'analyse des risques d'interférence et déterminer les mesures de prévention applicables au chantier.

Principes généraux de prévention :

- Ils doivent être utilisés pour déterminer les mesures de prévention nécessaires :
- éviter les risques,
 - évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
 - combattre les risques à la source,
 - adapter le travail à l'homme,
 - tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
 - remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas ou moins dangereux,
 - planifier la prévention,
 - prendre des mesures de protection collective puis des mesures de protection individuelle,
 - donner les instructions appropriées aux travailleurs.



Organiser le chantier de façon à **supprimer les co-activités** ou, le cas échéant, les **diminuer**.

OUTILS DISPONIBLES



Document-type VNF « Inspection commune préalable »



RÉFÉRENCES

➤ Code du travail : Articles L.4121-2, R.4514-1, R.4514-3 et R.4512-2 à R.4512-5



OBJECTIF

TOUT chantier réalisé par une ou plusieurs entreprises extérieures avec ou sans régie doit faire l'objet d'un **plan de prévention écrit**. Il doit être arrêté et établi **par écrit préalablement** à l'exécution du chantier.

POURQUOI ?

Il permet de **formaliser l'analyse des risques d'interférence entre les activités, les installations, les matériels et les impactés** ainsi que la **détermination des mesures de prévention**. Par sa signature, tous les intervenants **s'engagent à le respecter**. Il est établi à partir des informations recueillies lors de l'inspection commune préalable.

PAR QUI ?

Il est établi par le **chargé du suivi de chantier** assisté, si nécessaire, par le **réseau de prévention** ou le **chargé de la prévention** s'il a été désigné pour ce chantier.

AVEC QUI ?

Il est établi **avec les responsables** identifiés lors de l'étape 4.2.

ÉLÉMENTS MAJEURS DU PLAN DE PRÉVENTION

Définition des **phases d'activités dangereuses**, identification des **risques d'interférence** et détermination des **mesures de prévention** associées

Adaptation des matériels, installations et dispositifs au chantier à réaliser et définition de leurs **conditions d'entretien**

Rôle de chaque intervenant

Instructions à donner aux travailleurs

Organisation mise en place pour assurer les premiers secours

Toutes autres informations

SIGNATURE DU PLAN DE PRÉVENTION

Signature par **chaque responsable identifié**

Avis consultatif du **réseau de prévention** ou du **chargé de la prévention**

Signature de l'entreprise utilisatrice (VNF) :

- **rédacteur** : le chargé du suivi de chantier,
- **vérificateur** : le responsable hiérarchique du rédacteur,
- **approbateur** : le responsable de l'opération.

PLAN DE PRÉVENTION RECONDUCTIBLE

Pour les chantiers impliquant les **mêmes intervenants** et revêtant un **caractère répétitif** (matériel, lieu d'intervention et mode opératoire identiques), un **plan de prévention reconductible** peut être élaboré et reste applicable tant que les intervenants considèrent que les conditions n'ont subi **aucune modification significative**. Sa durée ne pouvant excéder un an, il devra être **mis à jour au moins annuellement** suite à une **nouvelle inspection commune préalable**.

OUTILS DISPONIBLES

Document-type VNF « Plan de prévention »

Document-type VNF « Procédure en cas d'accident »

Document-type VNF « Protocole de sécurité »

RÉFÉRENCES

- Instruction VNF « Sécurité des chantiers » du 28/09/2011
- Code du travail : Articles R.4512-6 à R.4512-11

4.5. Information et mise à disposition du plan de prévention



OBJECTIF

L'inspection du travail doit être informée de l'ouverture des travaux et le **plan de prévention** doit être mis à la disposition.

INFORMATION DE L'INSPECTION DU TRAVAIL DE L'OUVERTURE DES TRAVAUX

PAR QUI ?

Elle est faite **par le responsable de l'opération.**

COMMENT ?

Elle est faite **par écrit préalablement à l'exécution du chantier.**

PRÉCISIONS À APPORTER ?

- l'établissement par écrit d'un **plan de prévention**,
- l'**intitulé** et la **nature** du chantier,
- la **date présumée de l'ouverture** des travaux et leur **durée prévisible**,
- le **nombre d'entreprises extérieures** intervenant sur le chantier et le **nombre maximal prévisible de travailleurs.**

MISE A DISPOSITION DU PLAN DE PRÉVENTION

PAR QUI ?

Il est mis à disposition **par le chargé du suivi de chantier.**

DE QUI ?

Il est tenu à disposition :

- des **CHSCT concernés**,
- du **médecin du travail** et du **médecin de prévention**,
- de l'**inspection du travail** et de l'**inspection de santé et sécurité au travail**,
- des agents de prévention des **organismes de la sécurité sociale**,
- de l'**OPPBTP** (Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics).

COMMENT ?

Il est mis à disposition **sur le lieu du chantier et pendant toute sa durée.**

OUTILS DISPONIBLES



Courrier-type VNF « Information de l'ouverture des travaux »

RÉFÉRENCES



➤ Code du travail : Articles R.4512-12, R.4514-2 et R.4513-9



OBJECTIF

Avant le début du chantier et sur le lieu même de son exécution, les travailleurs doivent être **informés**, d'une manière compréhensible pour chacun, des risques auxquels ils sont exposés et des mesures de prévention associées.

PAR QUI ?

Ils doivent être **informés par leur propre responsable**.



Chaque responsable d'entreprise et d'équipe est responsable de la sécurité des **travailleurs placés sous son autorité**.

COMMENT ?

Organisation de réunions de chantier par chaque responsable

Mise à disposition de documents sur le chantier :

- le plan de prévention daté et signé,
- la procédure en cas d'accident.

Affichage obligatoire :

- la procédure en cas d'accident,
- la liste des noms et lieux de travail des membres des CHSCT ou, à défaut, des délégués du personnel,
- le nom et les coordonnées du médecin du travail et/ou de prévention de l'entreprise utilisatrice.

NATURE DES INFORMATIONS

Indication des **risques** auxquels les travailleurs sont exposés ainsi que des **mesures de prévention** associées

Indication des **zones dangereuses** ainsi que des **moyens adoptés pour les matérialiser**

Indication des **voies à emprunter** pour accéder au lieu d'intervention, aux locaux et installations mis à leur disposition

Indication du **rôle** de chaque intervenant

Explication de l'**emploi des équipements de protection collective et individuelle**

Présentation de la **procédure en cas d'accident** et identification des **accès et issues de secours**

OUTILS DISPONIBLES

Document-type VNF « Liste du personnel et émargement »
Document-type VNF « Procédure en cas d'accident »
Affiche VNF « Sécurité des chantiers »

RÉFÉRENCES

➤ Code du travail : Articles R.4512-15 et R.4514-5



OBJECTIF

Un **suivi du chantier** doit être **réalisé pendant toute sa durée**.

POURQUOI ?

Il permet :

- de veiller au **bon déroulement du chantier**,
- d'assurer la **coordination générale** des mesures de prévention prises par l'ensemble des intervenants,
- de vérifier que **les mesures prévues dans le plan de prévention** ainsi que les **règles de sécurité** sont respectées.



COMMENT ?

Il est réalisé en effectuant **régulièrement des visites sur le chantier**.

PAR QUI ?

Il est réalisé **par le responsable de l'opération ou le chargé du suivi de chantier** assisté, si nécessaire, par le **réseau de prévention** ou le **chargé de la prévention** s'il a été désigné pour ce chantier.



EN CAS DE MODIFICATION PAR RAPPORT AU PLAN DE PRÉVENTION

Le chargé du suivi de chantier doit notamment **coordonner les nouvelles mesures de prévention** et, si nécessaire, **mettre à jour le plan de prévention**.

Exemples de modification : risques ou phases d'activité non identifiés, nouvel intervenant, ...



EN CAS DE DANGER GRAVE ET IMMINENT OU NON-RESPECT DES MESURES DE PRÉVENTION

Le chargé du suivi de chantier fait **arrêter la situation dangereuse** et **en informe le responsable de l'opération** ainsi que le **responsable d'entreprise ou d'équipe concerné**.

S'il le juge nécessaire, le responsable de l'opération **arrête le chantier** en le notifiant au responsable d'entreprise ou d'équipe concerné.



Chaque **responsable d'entreprise et d'équipe** doit **mettre en œuvre** les mesures prévues par le **plan de prévention**.

Chaque **travailleur** doit **respecter le plan de prévention** ainsi que les **règles de sécurité**.



En cas de **danger grave et imminent**, la **direction** ainsi que les **CHSCT concernés** doivent être **informés** par le responsable de l'opération et le responsable d'entreprise ou d'équipe concerné.

RÉFÉRENCES



- Instruction VNF « Sécurité des chantiers » du 28/09/2011
- Code du travail : Articles R.4511-8, R.4513-1 et R.4514-1



OBJECTIF

Pendant l'exécution du chantier, des inspections et des réunions périodiques de coordination peuvent être organisées.

POURQUOI ?

Elles permettent d'assurer la coordination des mesures de prévention sur le chantier.

PAR QUI ?

Elles sont organisées **par le chargé du suivi de chantier** assisté, si nécessaire, par le **réseau de prévention** ou le **chargé de la prévention** s'il a été désigné pour ce chantier.

QUAND ?

- selon une **périodicité définie par le responsable de l'opération** en fonction des risques ou des circonstances du chantier,
- **au moins tous les 3 mois** si le chantier est d'une durée totale supérieure à **90 000 heures pour les 12 mois** à venir,
- à la demande motivée de **2 représentants du personnel d'un CHSCT concerné**,
- à la demande motivée d'un **responsable d'entreprise ou d'équipe** s'il l'estime nécessaire.

AVEC QUI ?

Elles sont organisées **avec les responsables d'entreprise et d'équipe** que le chargé du suivi de chantier estime utile d'inviter.

Les responsables d'entreprise ou d'équipe non conviés peuvent s'ils l'estiment nécessaire, demander à participer aux inspections et réunions.

COMMENT ?

Le chargé du suivi de chantier **informe les participants de la date** de l'inspection et de la réunion.



Chaque intervenant informe son **CHSCT**, au **minimum 3 jours avant**, de la date de l'**inspection** et de la réunion périodiques.



RÉFÉRENCES

➤ Code du travail : Articles R.4513-2 à R.4513-5 et R.4514-4



OBJECTIF

A la fin du chantier, **un bilan doit être réalisé** et le **registre des chantiers** dans lequel a été consigné le chantier, **doit être complété**.

POURQUOI ?

Le bilan et le registre permettent de **recenser les chantiers** réalisés par une ou plusieurs entreprises extérieures et de **disposer d'un retour d'expérience** indispensable pour **améliorer les pratiques**.

LE BILAN

SON CONTENU

- remarques concernant le respect du plan de prévention et des règles de sécurité,
- descriptions des incidents survenus,
- descriptions des accidents survenus,
- ...

SA RÉDACTION

Il est rédigé **par le chargé du suivi de chantier**.

SA TRANSMISSION

Il doit être envoyé **aux responsables de chaque entreprise et/ou équipe**, au **réseau de prévention** ainsi qu'au **chargé de la prévention** s'il a été désigné pour ce chantier.

LE REGISTRE

LES COMPLÉMENTS À APPORTER

- date de fin de chantier,
- survenue d'un accident,
- arrêt du chantier,
- ...

SA MISE À JOUR

Il est complété **par le chargé du suivi de chantier**.

L'EXPLOITATION DU BILAN ET DU REGISTRE

Ils peuvent être exploités par la **chaîne hiérarchique** en présence, si nécessaire, du **réseau de prévention**.

Le **registre** est **transmis annuellement au siège de VNF**.

CONSERVATION DU PLAN DE PRÉVENTION

Il est conservé **pendant 5 ans** ou **pendant une durée illimitée** en cas d'accident survenu lors du chantier.

OUTILS DISPONIBLES



Document-type VNF « Registre des chantiers »

RÉFÉRENCES



➤ Instruction VNF « Sécurité des chantiers » du 28/09/2011



OBJECTIF

Chaque chantier doit **être consigné dans le registre des chantiers**.

POURQUOI ?

Le registre des chantiers permet de **recenser les chantiers** réalisés par une ou plusieurs entreprises extérieures et de **disposer d'un retour d'expérience** indispensable pour **améliorer les pratiques**.

SON CONTENU

- intitulé du chantier,
- date de début et de fin de chantier,
- lieu du chantier,
- nombre d'équipes en régie intervenantes et nombre de travailleurs,
- nombre d'entreprises extérieures intervenantes et nombre de travailleurs,
- type de chantier,
- documents produits,
- observations.

SA CONSIGNATION

Il est renseigné **par le chargé du suivi de chantier**.

L'EXPLOITATION DU REGISTRE DES CHANTIERS

Il peut être exploité par la **chaîne hiérarchique** en présence, si nécessaire, du **réseau de prévention**.
Le **registre** est **transmis annuellement au siège de VNF**.

OUTILS DISPONIBLES



Document-type VNF « Registre des chantiers »

RÉFÉRENCES



➤ Instruction VNF « Sécurité des chantiers » du 28/09/2011



OBJECTIF

La catégorie du chantier doit **être déterminée en fonction de ses critères.**

PAR QUI ?

Elle est déterminée **par le responsable de l'opération** assisté, si nécessaire, par le **réseau de prévention** ou le **chargé de la prévention** s'il a été désigné pour ce chantier ainsi que **par le chargé du suivi de chantier et/ou le chargé de projet du maître d'ouvrage** en fonction du chantier.

QUELS CRITÈRES UTILISER ?

- **volume du chantier** en hommes-jours (nombre de travailleurs x durée du chantier en nombre de jours ouvrés),
- **nombre d'entreprises intervenantes**,
- **nombre de travailleurs**,
- **durée du chantier** en nombre de jours ouvrés .

COMMENT ?

OUI

- volume du chantier supérieur à 10 000 hommes-jours

ET

- nombre d'entreprises supérieur à 10 pour un chantier de bâtiment **OU** supérieur à 5 pour un chantier de génie civil

NON

- volume du chantier supérieur à 500 hommes-jours

OU

- nombre de travailleurs supérieur à 20 à un moment quelconque du chantier **ET** durée du chantier supérieure à 30 jours ouvrés

OUI

NON

Chantier de 1^{ère} catégorie

Chantier de 2^{ème} catégorie

Chantier de 3^{ème} catégorie



RÉFÉRENCES

➤ Code du travail : Articles L.4532-1, L.4532-10 et R.4532-77

➤ Code du travail : Articles L.4532-1 et R.4532-2

➤ Code du travail : Articles L.4532-1, R.4532-52 à R.4532-55

5.3. Désignation d'un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé



OBJECTIF

Un **coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé** (coordonnateur SPS) doit être désigné.



L'intervention d'un coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités de VNF.

POURQUOI ?

La coordination **doit être organisée** au cours de la **conception**, de l'**étude**, de l'**élaboration** du projet et de la **réalisation du chantier** pour **prévenir les risques** résultant des **interventions simultanées ou successives** des différents intervenants, de **prévoir l'utilisation de moyens communs** et de **faciliter les interventions ultérieures** sur l'ouvrage.

PAR QUI ?

Il est désigné **par le responsable de l'opération** assisté, si nécessaire, par le **réseau de prévention** ou le **chargé de la prévention** s'il a été désigné pour ce chantier.



Il est préférable que le coordonnateur SPS soit **identique pour les phases de conception et de réalisation**.

QUAND ?

Il est désigné **dès le début de la phase d'élaboration de l'avant-projet sommaire** voire, si nécessaire, dès le diagnostic.

COMMENT ?

Un **marché** précisant le **contenu de la mission**, les **moyens** et les **obligations**, **doit être lancé** pour désigner le coordonnateur SPS.

AVEC QUEL NIVEAU DE COMPÉTENCE ?

- pour un **chantier de 1^{ère} catégorie**, le coordonnateur SPS doit être de **niveau 1**,
- pour un **chantier de 2^{ème} catégorie**, le coordonnateur SPS doit être de **niveau 2** ou, le cas échéant, de **niveau 1**,
- pour un **chantier de 3^{ème} catégorie**, le coordonnateur SPS doit être de **niveau 3** ou, le cas échéant, de **niveau 1** ou **2**.

Pour les chantiers de 1^{ère} et 2^{ème} catégorie, l'aptitude à coordonner est distincte pour la phase de conception et la phase de réalisation.

POUR EN SAVOIR +



Aide-mémoire BTP – Prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles dans le bâtiment et les travaux publics, Edition INRS ED 790, INRS

RÉFÉRENCES



➤ Code du travail : Articles L.4532-2 à L.4532-7, R.4532-4, R.4532-5 et R.4532-17 à R.4532-37



OBJECTIF

Préalablement à l'exécution du chantier, **tous les intervenants** y participant doivent être **identifiés** et le **coordonnateur SPS** doit en être **informé**.

PAR QUI ?

Ils sont identifiés **par le responsable de l'opération** qui en informe le coordonnateur SPS.

POURQUOI ?

L'identification permet de **déterminer le « qui fait quoi »** et de le **formaliser** dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

MAÎTRE D'OUVRAGE

Il a été **identifié** lors de l'étape 2.1 : **c'est VNF**.

Si un conducteur d'opération a été désigné pour ce chantier, il doit être précisé.

RESPONSABLE DE L'OPÉRATION ET CHARGÉ DU SUIVI DE CHANTIER

Ils ont été **identifiés** lors de l'étape 2.2.

RÉSEAU DE PRÉVENTION ET CHARGÉ DE LA PRÉVENTION

Le réseau de prévention ainsi que le chargé de la prévention s'il a été désigné lors de l'étape 2.2, **peuvent être sollicités** au cours des différentes étapes du chantier.

MAÎTRE D'OEUVRE

Il doit être **identifié** (cf. définition dans § 1.2).

ENTREPRISE(S) EXTÉRIEURE(S)

Toutes les entreprises extérieures dont les **sous-traitants** doivent être **identifiés** (cf. définition dans § 1.2).

RESPONSABLE DE CHAQUE ENTREPRISE EXTÉRIEURE

Il doit être **identifié**.

EQUIPE(S) EN RÉGIE

Toutes les équipes en régie doivent être **identifiées**. Elles sont **considérées comme entreprise extérieure** (cf. définition dans § 1.2).

RESPONSABLE DE CHAQUE ÉQUIPE EN RÉGIE

Il doit être **identifié**.

IMPACTÉ(S)

Après avoir été **identifiés**, ils doivent être, si nécessaire, **informés** (cf. définition dans § 1.2).

RÉFÉRENCES



➤ Instruction VNF « Sécurité des chantiers » du 28/09/2011



OBJECTIF

Préalablement à l'exécution du chantier, la **déclaration préalable** doit être **établie**.

POUR QUEL CHANTIER ?

Elle est établie **pour les chantiers de 1^{ère} et 2^{ème} catégories**.

PAR QUI ?

Elle est établie et adressée **par le responsable de l'opération**.

ADRESSÉE À QUI ?

- à l'**inspection du travail**,
- à l' **OPPBTP** (Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics),
- aux **organismes de sécurité sociale compétents**.

QUAND ?

- soit à la **date du dépôt de la demande du permis de construire** lorsque celui-ci est requis,
- soit **au moins 30 jours avant le début du chantier**.

SON AFFICHAGE ?

Elle est **affichée sur le chantier pendant toute sa durée**.

SON CONTENU ?

- l'adresse du chantier,
- le nom et l'adresse du maître d'ouvrage,
- la nature de l'ouvrage,
- le nom et l'adresse du ou des maîtres d'œuvre,
- le nom et l'adresse du coordonnateur SPS,
- la date présumée du début du chantier,
- le délai prévisionnel d'exécution du chantier,
- le nom et l'adresse du ou des titulaires du marché ou du contrat déjà désignés,
- le nom et l'adresse du ou des sous-traitants pressentis,
- l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir sur le chantier,
- le nombre présumé d'entreprises appelées à intervenir sur le chantier.

OUTILS DISPONIBLES



Document Cerfa n°13630*02 « Déclaration préalable »

RÉFÉRENCES



- Code du travail : Articles L.4532-1 et R.4532-2 et 3
- Arrêté n° TEFT9500298A du 07/03/1995



POUR EN SAVOIR +

Aide-mémoire BTP – Prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles dans le bâtiment et les travaux publics, Edition INRS ED 790, INRS

5.6. Suivi des missions du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé



OBJECTIF

Les missions du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé doivent être suivies.

POURQUOI ?

L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités de VNF. Il doit **exécuter les missions** précisées dans le marché.

PAR QUI ?

Le suivi est effectué **par le responsable de l'opération et le chargé du suivi de chantier** assistés, si nécessaire, par le **réseau de prévention** ou le **chargé de la prévention** s'il a été désigné pour ce chantier.

MISSIONS RELATIVES :

Au dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage

Au registre-journal

Au plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

A l'inspection commune préalable

Au plan particulier de sécurité et de protection de la santé

Au collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail

Au suivi de chantier

POUR EN SAVOIR +



Aide-mémoire BTP – Prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles dans le bâtiment et les travaux publics, Edition INRS ED 790, INRS

RÉFÉRENCES



➤ Code du travail : Article L.4532-6

5.6. Suivi des missions du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé

5.6.1. Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage



RÔLE DE VNF

Le responsable de l'opération **doit valider le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage** (DIUO) avec, si nécessaire, le **réseau de prévention** ou le **chargé de la prévention** s'il a été désigné pour ce chantier.

En cas d'opération sur un **ouvrage existant**, le responsable de l'opération **doit remettre le DIUO existant au coordonnateur SPS** qui y apportera les modifications et compléments éventuels découlant du nouveau chantier.

OBJECTIF DU DIUO

Il **rassemble toutes les données de nature à faciliter la prévention** des risques professionnels **lors d'interventions ultérieures** sur l'ouvrage.

MISSIONS DU COORDONNATEUR SPS

Il doit **établir ou compléter le DIUO** au fur et à mesure du déroulement des phases de conception, d'étude et d'élaboration du projet puis de réalisation de l'ouvrage.

Il **remet le DIUO au responsable de l'opération** lors de la réception de l'ouvrage avec un procès-verbal.

ELEMENTS MAJEURS DU DIUO

Plans et notes techniques

Dossiers relatifs à l'amiante

Dossier de maintenance des lieux de travail

Notices et dossiers techniques prévus pour le nettoyage et l'entretien du bâtiment (accès en couverture, entretien des façades, entretien intérieur, ...)

Toutes autres informations

RÉFÉRENCES

➤ Code du travail : Articles L.4532-16 et R.4532-95 à R.4532-98

5.6. Suivi des missions du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé

5.6.2. Le registre-journal



RÔLE DE VNF

Le responsable de l'opération et le chargé du suivi de chantier **peuvent contrôler régulièrement, la tenue du registre-journal en le consultant** sur le chantier, en présence, si nécessaire, du réseau de prévention ou du chargé de la prévention s'il a été désigné pour ce chantier.

OBJECTIF DU REGISTRE-JOURNAL

Il est le **livre de bord du coordonnateur SPS** et permet de **contrôler la mise en œuvre des mesures de prévention** tout au long du chantier et de **consigner tous les actes, échanges et faits marquants** concernant la santé et la sécurité.

MISSIONS DU COORDONNATEUR SPS

Il doit **mettre en place le registre-journal** et le **tenir à jour** sur le chantier, en y consignant au fur et à mesure différents éléments.

Il **présente le registre-journal, sur leur demande** :

- au maître d'ouvrage,
- au maître d'œuvre,
- à l'inspection du travail et l'inspection de santé et de sécurité au travail,
- aux services de prévention des organismes de sécurité sociale,
- à l'OPPBTP,
- au CISSCT (Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail).

Il **conserve le registre-journal pendant 5 ans** à compter de la date de réception de l'ouvrage.

ELEMENTS MAJEURS DU REGISTRE-JOURNAL

Les comptes-rendus des **inspections communes préalables**, les **consignes à transmettre** aux intervenants et les **observations particulières** de sécurité et de santé prises pour l'ensemble du chantier

Les **observations et notifications** que le coordonnateur SPS juge nécessaire de faire aux différents intervenants

Pour chaque intervenant, les nom et adresse, la **date approximative d'intervention** sur le chantier, l'**effectif prévisible** des travailleurs et la **durée prévue des travaux**

Une copie du **procès-verbal de transmission du DIUO**

Toutes autres informations

RÉFÉRENCES

➤ Code du travail : Articles R.4532-38 à R.4532-41

5.6. Suivi des missions du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé

5.6.3. Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé



RÔLE DE VNF

Le responsable de l'opération doit **faire établir le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS)** par le coordonnateur SPS et doit **le valider en présence**, si nécessaire, du **réseau de prévention** ou du **chargé de la prévention** s'il a été désigné pour ce chantier.

Il **doit transmettre à l'ensemble des intervenants** identifiés lors de l'étape 5.3, le **PGCSPS** ainsi que **toutes les modifications** qui lui sont apportées.

Sur le chantier et pendant toute sa durée, le responsable de l'opération et le chargé du suivi de chantier **peuvent consulter le PGCSPS** et **vérifier sa mise à disposition**.

Le responsable de l'opération doit **conserver le PGCSPS pendant 5 ans** à compter de la date de réception de l'ouvrage.

OBJECTIF DU PGCSPS

Il permet de **définir l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques** découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier ou de la succession de leurs activités.

MISSIONS DU COORDONNATEUR SPS

Il doit **élaborer avec le maître d'œuvre le PGCSPS** dès la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet **et le compléter** pendant toute la durée du chantier.

Il **tient à disposition, sur le chantier** et pendant toute sa durée, **le PGCSPS consultable** par :

- les CHSCT et le CISSCT,
- le médecin du travail et le médecin de prévention,
- l'inspection du travail et l'inspection de santé et de sécurité au travail,
- l'OPPBTP,
- le service de prévention des organismes de sécurité sociale.

QUEL TYPE DE PGCSPS ?

Un PGCSPS doit être établi **pour les chantiers de 1^{ère} et 2^{ème} catégories**.

Un PGCSPS simplifié doit être établi **pour les chantiers de 3^{ème} catégorie qui nécessitent l'exécution de travaux présentant des risques particuliers inscrits sur la liste fixée par l'arrêté du 25 février 2003**.

ELEMENTS MAJEURS DU PGCSPS ET PGCSPS SIMPLIFIÉ

Les **renseignements d'ordre administratif**

Les **mesures d'organisation générale** du chantier, les **modalités de coopération** entre les différents intervenants et les **mesures de coordination**

Les **sujétions découlant des interférences avec certaines activités d'exploitation de VNF**

L'**organisation** mise en place **pour assurer les secours et l'évacuation des travailleurs**

Toutes autres informations

RÉFÉRENCES

- Code du travail : Articles L.4532-8 et R.4532-42 à R.4532-51
- Arrêté n° SOCT0310277A du 25/02/2003

5.6. Suivi des missions du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé

5.6.4. L'inspection commune préalable



RÔLE DE VNF

Le responsable de l'opération doit s'assurer que **le coordonnateur SPS organise une inspection commune préalable** avec chaque intervenant.

En cas d'interférences avec les activités d'exploitation de VNF, le responsable de l'opération ou le chargé du suivi de chantier **participe à l'inspection commune organisée par le coordonnateur SPS préalablement** à l'exécution du chantier.

OBJECTIF DE L'INSPECTION COMMUNE PRÉALABLE

Elle permet **d'organiser la coordination des activités** de l'ensemble des intervenants, **l'utilisation en commun des installations, matériels et circulations**, les **consignes de sécurité et de protection de la santé**. Suite à cette inspection, les **risques sont analysés** et les **mesures de prévention déterminées** en conséquence.

MISSIONS DU COORDONNATEUR SPS

Il doit **procéder** avec chaque intervenant, préalablement à leur intervention et à la remise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé, à **une inspection commune préalable** sur le lieu-même de l'intervention.

Il doit **communiquer aux intervenants, les consignes de sécurité arrêtées par VNF**.

Il doit **tenir compte des interférences avec les activités d'exploitation de VNF**.

ÉLÉMENTS À IDENTIFIER LORS DE L'INSPECTION

- délimitation du **secteur d'intervention** des intervenants et matérialisation des **zones dangereuses**,
- indication des **voies de circulation** et **voies d'accès** pouvant être empruntées par les intervenants,
- détermination des **moyens de secours** et **moyens de communication**,
- échange de **toute information nécessaire à la prévention**,
- communication à l'ensemble des responsables, **des consignes de sécurité** applicables sur le chantier et de celles arrêtées par VNF.

RÉFÉRENCES

➤ Code du travail : Articles R.4532-13 et R.4532-14

5.6. Suivi des missions du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé

5.6.5. Les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé



RÔLE DE VNF

Le responsable de l'opération et le chargé du suivi de chantier peuvent vérifier que les **plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS)** ont bien été **établis par chaque intervenant** et **remis au coordonnateur SPS**.

Sur le chantier et pendant toute sa durée, ils **peuvent consulter les PPSPS** et **vérifier leur mise à disposition**.

OBJECTIF DU PPSPS

Il permet de **présenter la démarche de prévention de chaque intervenant**, de **définir les moyens utilisés** pour exécuter les travaux et protéger la santé et la sécurité des travailleurs ainsi que **d'informer et de sensibiliser les travailleurs** des risques auxquels ils sont exposés et des mesures de prévention associées.

QUEL TYPE DE PPSPS ?

Un **PPSPS** doit être établi **pour les chantiers de 1^{ère} et 2^{ème} catégories**.

Un **PPSPS simplifié** doit être établi **pour les chantiers de 3^{ème} catégorie qui nécessitent l'exécution de travaux présentant des risques particuliers inscrits sur la liste fixée par l'arrêté du 25 février 2003**.

ELEMENTS MAJEURS DU PPSPS

Nom et adresse de l'intervenant, l'**effectif** prévisible sur le chantier et les noms et qualité de la **personne chargée de diriger l'exécution du chantier**

Mesures spécifiques prises par l'intervenant **pour prévenir les risques spécifiques**

Description des travaux et des processus de travail de l'intervenant pouvant avoir une incidence sur la santé et la sécurité des autres intervenants

Dispositions à prendre pour prévenir les risques pour la santé et la sécurité des travailleurs de l'intervenant lors de l'exécution de ses propres travaux

Dispositions en matière de secours et d'évacuation

Toutes autres informations

RÉFÉRENCES



- Code du travail : Articles L.4532-9, R.4532-56 à R.4532-76
- Arrêté n° SOCT0310277A du 25/02/2003

5.6. Suivi des missions du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé

5.6.5. Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé

MISSIONS DU COORDONNATEUR SPS

Il doit être destinataire de l'ensemble des PPSPS rédigés par chaque intervenant préalablement à leur intervention ainsi que de leurs mises à jour.

Il communique aux intervenants l'ensemble des coordonnées des différents intervenants et adresse les PPSPS, sur leur demande, aux autres intervenants.

En cas d'opération de construction de bâtiment, il communique aux intervenants les PPSPS de l'entreprise chargée du gros œuvre ou du lot principal et de celles ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers inscrits sur la liste fixée par l'arrêté du 23/02/2003.

Avant toute intervention, il peut transmettre, pour avis, les PPSPS au médecin du travail, au médecin de prévention et aux CHSCT concernés et en a l'obligation sur leur demande.

Il met à disposition en permanence sur le chantier les PPSPS consultables par :

- les CHSCT et le CISSCT,
- le médecin du travail et le médecin de prévention,
- l'inspection du travail et l'inspection de santé et de sécurité au travail,
- l'OPPBTB,
- le service de prévention des organismes de sécurité sociale.

MISSIONS DE CHAQUE INTERVENANT

Il doit établir son PPSPS et le remettre au coordonnateur SPS préalablement à son intervention et au plus tard 30 jours à compter de la réception du contrat signé de VNF et 8 jours pour les sous-traitants effectuant des travaux de second œuvre ne figurant pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers fixée par l'arrêté du 25/02/2003.

Il complète et adapte le PPSPS pendant toute la durée du chantier et remet les mises à jour au coordonnateur SPS.

Il conserve son PPSPS pendant 5 ans à compter de la date de réception de l'ouvrage.

RÉFÉRENCES

- 
- Code du travail : Articles L.4532-9, R.4532-56 à R.4532-76
 - Arrêté n° SOCT0310277A du 25/02/2003

5.6. Suivi des missions du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé

5.6.6. Le collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail



RÔLE DE VNF

Pour les chantiers de 1^{ère} catégorie, le responsable de l'opération **doit constituer un collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT)** au plus tard 21 jours avant le début du chantier.

POURQUOI ?

Il permet **de définir certaines règles communes** destinées à assurer le respect des mesures de sécurité et de protection de la santé applicables au chantier et de **vérifier que l'ensemble des règles prescrites sont mises en œuvre.**

PRINCIPALES MISSIONS DU COORDONNATEUR SPS

Il doit **présider le CISSCT.**

Il **élabore le règlement** qui précise les règles de fonctionnement du CISSCT.

Il **organise les réunions** du CISSCT qui sont précédées d'une inspection du chantier.

Il **consigne les procès-verbaux** des réunions dans le registre-journal.

COMPOSITION DU CISSCT

- le coordonnateur SPS qui préside la CISSCT,
- le maître d'ouvrage,
- le maître d'œuvre,
- les responsables de chaque entreprise et/ou équipe,
- des travailleurs de chaque entreprise et/ou équipe employés sur le chantier et désignés par le CHSCT.

Ne sont pas tenus de participer au CISSCT les intervenants qui n'occuperont pas sur le chantier au moins 10 travailleurs pendant au moins 4 semaines et qui n'exécuteront pas de travaux présentant des risques particuliers inscrits sur la liste fixée par l'arrêté du 25/03/2003.

FRÉQUENCES DES RÉUNIONS DU CISSCT

La 1^{ère} réunion a lieu **dès que 2 intervenants sont présents sur le chantier puis au-moins tous les 3 mois.**

Il peut être réuni **à la demande de représentants du CISSCT, de travailleurs ou à la suite de tout accident** ayant ou ayant pu avoir des conséquences graves.

QUI PEUT ASSISTER AU CISSCT ?

- le médecin du travail et le médecin de prévention,
- l'inspection du travail et l'inspection de santé et de sécurité au travail,
- l'OPPBTB,
- les services de prévention des organismes de sécurité sociale.

RÉFÉRENCES

- Code du travail : Articles L.4532-10 à 15 et R.4532-77 à 94
- Arrêté n° SOCT0310277A du 25/02/2003



RÔLE DE VNF

Le responsable de l'opération et le chargé du suivi de chantier **vérifient que le coordonnateur SPS effectue un suivi de chantier** et que **le nombre de ses visites sur le chantier est en accord avec son contrat.**

POURQUOI ?

Il permet :

- de veiller au **bon déroulement du chantier**,
- d'assurer la **coordination générale** des mesures de prévention prises par l'ensemble des intervenants,
- de vérifier que **les prescriptions prévues** sont respectées.

MISSIONS DU COORDONNATEUR SPS

Il doit **réaliser** régulièrement **des visites de chantier**.

Il doit **veiller à la mise en application du PGCSPPS et des PPSPS** ainsi qu'**au respect des règles de sécurité**.

Il doit **passer les consignes nécessaires** aux différents intervenants.

Il doit **identifier toutes modifications par rapport au PGCSPPS et aux PPSPS** notamment concernant les tâches à accomplir, les risques et les mesures de prévention identifiés et les intervenants. Dans ce cas, il doit **mettre à jour si nécessaire le PGCSPPS et demander aux intervenants concernés de mettre à jour leur PPSPS**.

En cas de danger grave et imminent ou non respect des mesures de prévention, il doit **demandeur à l'intervenant concerné d'arrêter immédiatement l'opération en cours et en informer le responsable de l'opération**.

RÉFÉRENCES

➤ Code du travail : Articles L.4531-1 et suivants et R.4532-1 et suivants



RÔLE DE VNF

Pendant toute la durée du chantier, le responsable de l'opération doit **effectuer certaines missions** en tant que maître d'ouvrage.

Il **veille à la coordination en matière de sécurité et de santé** des travailleurs intervenant sur le chantier.

Il **mentionne aux différents intervenants** que le chantier fait l'objet d'un **PGCSPS** et de la **mise en place d'un CISSCT** dans le cas d'un chantier de 1^{ère} catégorie.

Il **communique les dossiers relatifs à l'amiante** au coordonnateur SPS et au maître d'œuvre.

Il **veille à ce que le coordonnateur SPS soit associé pendant toutes les phases** du chantier en particulier en lui donnant accès à toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre et en le rendant destinataire de toutes les études réalisées par celui-ci.

Il **tient compte des observations du coordonnateur SPS**.

Lors des visites sur le chantier, il **veille à la mise en application du PGCSPS et des PPSPS** ainsi qu'au respect des règles de sécurité. Il transmet ses remarques au coordonnateur SPS si nécessaire. **En cas de danger grave et imminent ou non respect des mesures de prévention**, il demande à l'intervenant concerné **d'arrêter l'opération en cours et en informe le coordonnateur SPS**.

POUR EN SAVOIR +



Aide-mémoire BTP – Prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles dans le bâtiment et les travaux publics, Edition INRS ED 790, INRS

RÉFÉRENCES



➤ Code du travail : Articles L.4531-1 et suivants et R.4532-1 et suivants



OBJECTIF

A la fin du chantier, **un bilan doit être réalisé** et le **registre des chantiers** dans lequel a été consigné le chantier, **doit être complété**.

POURQUOI ?

Le bilan et le registre permettent de **recenser les chantiers** de bâtiment ou de génie civil clos et indépendants et de **disposer d'un retour d'expérience** indispensable pour **améliorer les pratiques**.

LE BILAN

SON CONTENU

- remarques concernant le respect du PGCSPS, des PPSPS et des règles de sécurité,
- descriptions des incidents survenus,
- descriptions des accidents survenus,
- ...

SA REDACTION

Il est rédigé **par le responsable de l'opération**.

SA TRANSMISSION

Il doit être envoyé **aux responsables de chaque entreprise et/ou équipe, au coordonnateur SPS, au réseau de prévention** ainsi qu'au **chargé de la prévention** s'il a été désigné pour ce chantier.

LE REGISTRE

LES COMPLÉMENTS À APPORTER

- date de fin de chantier,
- survenue d'un accident,
- arrêt du chantier,
- ...

SA MISE À JOUR

Il est complété **par le chargé du suivi de chantier**.

L'EXPLOITATION DU BILAN ET DU REGISTRE

Ils peuvent être exploités par la **chaîne hiérarchique** en présence, si nécessaire, du **réseau de prévention**.
Le registre est **transmis annuellement** au **siège de VNF**.

OUTILS DISPONIBLES



Document-type VNF « Registre des chantiers »

RÉFÉRENCES



➤ Instruction VNF « Sécurité des chantiers » du 28/09/2011



OBJECTIF

Préalablement à l'exécution de toute opération de chargement ou déchargement, **tous les intervenants** y participant doivent être **identifiés**.

PAR QUI ?

Ils sont identifiés par **le chargé du suivi de chantier**.

POURQUOI ?

L'identification permet de **déterminer le « qui fait quoi »** et de **le formaliser dans le protocole de sécurité**.

ENTREPRISE UTILISATRICE DITE ENTREPRISE D'ACCUEIL (E.A.)

Pour les opérations de chargement et déchargement, l'entreprise utilisatrice est appelée entreprise d'accueil. Elle a été **identifiée** lors de l'étape 2.1 : **c'est VNF**.

RESPONSABLE DE L'OPÉRATION ET CHARGÉ DU SUIVI DE CHANTIER

Ils ont été **identifiés** lors de l'étape 2.2.

RÉSEAU DE PRÉVENTION ET CHARGÉ DE LA PRÉVENTION

Le réseau de prévention ainsi que le chargé de la prévention s'il a été désigné lors de l'étape 2.2, **peuvent intervenir** au cours des différentes étapes de l'opération.

ENTREPRISE OU ÉQUIPE DE TRANSPORT

L'**entreprise extérieure** ou l'**équipe en régie** effectuant l'opération de transport doit être **identifiée**.

TRANSPORTEUR

Il doit être **identifié**.

ENTREPRISE ET/OU ÉQUIPE DE MANUTENTION

L'**entreprise extérieure et/ou l'équipe en régie** effectuant l'opération de manutention doivent être **identifiées**.

RESPONSABLE DE CHAQUE ENTREPRISE ET/OU ÉQUIPE EN RÉGIE

Il doit être **identifié**.

IMPACTÉ(S)

Après avoir été **identifiés**, ils doivent être, si nécessaire, **informés** (cf. définition dans § 1.2).

RÉFÉRENCES



- Instruction VNF « Sécurité des chantiers » du 28/09/2011
- Code du travail : Article R.4515-1



OBJECTIF

TOUTE opération de chargement ou déchargement doit faire l'objet d'un **protocole de sécurité** qui doit être arrêté et établi **par écrit** **préalablement** à l'exécution de l'opération.

POURQUOI ?

Il permet de **formaliser l'analyse des risques de toute nature y compris d'interférence, générés par l'opération** ainsi que la **détermination des mesures de prévention** à observer à chacune des phases de sa réalisation. Par sa signature, tous les intervenants **s'engagent à le respecter**.

PAR QUI ?

Il est établi **par le chargé du suivi de chantier** assisté, si nécessaire, par le **réseau de prévention** ou le **chargé de la prévention** s'il a été désigné pour cette opération.

AVEC QUI ?

Il est établi **avec le transporteur, l'entreprise et/ou l'équipe de manutention**.

COMMENT ?

Il est établi dans le **cadre d'un échange**. En cas d'absence de protocole de sécurité à l'arrivée des intervenants, celui-ci doit être établi avant l'opération.

SIGNÉ PAR ?

Il est signé par le **responsable de l'opération, le transporteur, l'entreprise et/ou l'équipe de manutention**.

UN PROTOCOLE DE SÉCURITÉ RECONDUCTIBLE

Pour les opérations impliquant les **mêmes intervenants** et revêtant un **caractère répétitif** (cf. définition dans § 1.2), un **protocole de sécurité reconductible** peut être élaboré et reste applicable tant que les intervenants considèrent que les conditions n'ont subi **aucune modification significative**. Sa durée ne pouvant excéder un an, il devra être **mis à jour au moins annuellement** suite à une **ré-évaluation des risques**.

ÉLÉMENTS MAJEURS DU PROTOCOLE DE SÉCURITÉ

Les informations utiles à l'**analyse des risques de toute nature** générés par cette opération ainsi que les **mesures de prévention** à observer à chacune des phases de sa réalisation.

Le **rôle** de chaque intervenant

Pour l'**entreprise d'accueil (VNF)** :

- les consignes de sécurité,
- le lieu de livraison ou de prise en charge, les modalités d'accès et de stationnement, un plan et les consignes de circulation,
- les matériels et engins utilisés lors de l'opération,
- les moyens de secours en cas d'accident ou incident,
- l'identité du responsable de l'opération ou de son représentant.

Pour le **transporteur, l'entreprise et/ou l'équipe de manutention** :

- les caractéristiques, l'aménagement et les équipements du ou des véhicules,
- la nature et le conditionnement de la marchandise,
- les précautions particulières résultant de la nature des substances ou produits transportés.

Toutes autres informations



Organiser l'opération de façon à **supprimer les co-activités** ou, le cas échéant, les **diminuer**.

OUTILS DISPONIBLES



Document-type VNF « Protocole de sécurité »

Document-type VNF « Procédure en cas d'accident »

RÉFÉRENCES



➤ Code du travail : Articles R.4515-4 à 11



OBJECTIF

Avant le début de l'opération et sur le lieu même de son exécution, les travailleurs doivent être **informés**, d'une manière compréhensible pour chacun, des risques auxquels ils sont exposés et des mesures de prévention associées.

PAR QUI ?

Ils doivent être informés **par leur propre responsable**.



Chaque responsable d'entreprise et d'équipe est responsable de la sécurité des travailleurs placés sous son autorité.

COMMENT ?

Le **protocole de sécurité** daté et signé et la **procédure en cas d'accident** doivent être **mis à disposition** sur le lieu même de l'opération.

MISE À DISPOSITION DU PROTOCOLE DE SÉCURITÉ

Les intervenants tiennent le protocole de sécurité à disposition :

- des **CHSCT concernés**,
- de l'**inspection du travail** et de l'**inspection de santé et sécurité au travail**.

NATURE DES INFORMATIONS

Indication des **risques** auxquels les travailleurs sont exposés ainsi que des **mesures de prévention** associées

Indication des **zones dangereuses** ainsi que les **moyens adoptés pour les matérialiser**

Indication des **voies à emprunter** pour accéder au lieu d'intervention, aux locaux et installations mis à leur disposition

Explication de l'**emploi des équipements de protection collective et individuelle**

Présentation de la **procédure en cas d'accident** et identification des **accès et issues de secours**

OUTILS DISPONIBLES



Document-type VNF « Procédure en cas d'accident »
Affiche VNF « Sécurité des chantiers »

RÉFÉRENCES



➤ Code du travail : Articles R.4512-15 et R.4515-11



OBJECTIF

Un suivi de l'opération doit être réalisé pendant toute sa durée.

POURQUOI ?

Il permet :

- de veiller au **bon déroulement de l'opération**,
- d'assurer la **coordination générale** des mesures de prévention prises par l'ensemble des intervenants,
- de vérifier que les **mesures prévues dans le protocole de sécurité** ainsi que les **règles de sécurité** sont **respectées**.



Chaque responsable d'entreprise et d'équipe doit **mettre en œuvre** les mesures prévues par le **protocole de sécurité**.

Chaque travailleur doit **respecter le protocole de sécurité** ainsi que les **règles de sécurité**.

COMMENT ?

Il est réalisé en effectuant **régulièrement des visites sur le lieu de l'opération**.

PAR QUI ?

Il est réalisé par le **chargé du suivi de chantier** assisté, si nécessaire, par le **réseau de prévention** ou le **chargé de la prévention** s'il a été désigné pour cette opération.

EN CAS DE MODIFICATION PAR RAPPORT AU PROTOCOLE DE SÉCURITÉ

Le chargé du suivi de chantier doit notamment **coordonner les nouvelles mesures de prévention** et, si nécessaire, **mettre à jour le protocole de sécurité**.

Exemples de modification : risques ou phases d'activité non identifiés, nouvel intervenant, ...

EN CAS DE DANGER GRAVE OU NON-RESPECT DES MESURES DE PRÉVENTION

Le chargé du suivi de chantier fait **arrêter la situation dangereuse** et **en informe le responsable de l'opération** ainsi que le **responsable d'entreprise ou d'équipe concerné**.

S'il le juge nécessaire, le responsable de l'opération **arrête l'opération** en le notifiant au responsable d'entreprise ou d'équipe concerné.



En cas de **danger grave**, la **direction** ainsi que les **CHSCT** doivent être **informés** par le responsable de l'opération et le responsable d'entreprise ou d'équipe concerné.

RÉFÉRENCES

- Instruction VNF « Sécurité des chantiers » du 28/09/2011
- Code du travail : Articles R.4511-8 et R.4514-1





OBJECTIF

Tout chantier réalisé par un autre maître d'ouvrage ou une autre entreprise utilisatrice que VNF sur le domaine confié en gestion à VNF ou l'impactant doit être porté à la connaissance de VNF.

POURQUOI ?

L'information permet à VNF de **délivrer l'autorisation** au demandeur pour l'intervention sur le domaine confié en gestion à VNF ou l'impactant ainsi que l'exécution du chantier et de **transmettre les prescriptions nécessaires** à sa réalisation.

PAR QUI ?

Elle est faite **par le maître d'ouvrage ou l'entreprise utilisatrice** pour lequel le chantier est réalisé.

COMMENT ?

Elle est réalisée **par écrit au-minimum 3 semaines avant le début du chantier.**

NATURE DES INFORMATIONS À TRANSMETTRE

Nature du chantier

Dates de début et de fin de chantier

Horaires d'intervention

Durée prévisible du chantier

Localisation du chantier et notamment les besoins d'accès au domaine public fluvial

Descriptif du chantier

Nombre d'entreprises extérieures intervenantes et estimation du nombre de travailleurs

Nom et coordonnées du responsable du maître d'ouvrage ou de l'entreprise utilisatrice

OUTILS DISPONIBLES



Guichet unique (DT- DICT)

Exemples :

- intervention d'une entreprise extérieure pour le compte d'un conseil général sur le domaine confié en gestion à VNF,
- installation de réseau sur le domaine confié en gestion à VNF.



OBJECTIF

Suite à la demande du maître d'ouvrage ou de l'entreprise utilisatrice, **une autorisation doit être délivrée** pour tout chantier réalisé sur le domaine confié en gestion à VNF ou l'impactant.

POURQUOI ?

La délivrance de l'autorisation permet d'**accepter (ou non) la réalisation du chantier** sur le domaine confié en gestion à VNF et de **transmettre les prescriptions nécessaires** à sa réalisation.

PAR QUI ?

Elle est donnée par un **représentant de VNF ayant la délégation de signature** en matière d'hygiène et de sécurité (chantier).

A QUI ?

Elle est adressée **au maître d'ouvrage ou à l'entreprise utilisatrice** qui en a fait la demande.

COMMENT ?

Elle est délivrée **par écrit préalablement** à l'exécution du chantier.

ÉLÉMENTS À PRÉCISER DANS L'AUTORISATION

Prescriptions à respecter :

Selon le chantier (nature, localisation, période, ...), VNF précise les **prescriptions qui doivent être respectées** par les intervenants lors du chantier.

Demande de participer à l'inspection commune préalable :

En fonction des éléments transmis par le maître d'ouvrage ou l'entreprise utilisatrice, VNF peut demander, **s'il l'estime nécessaire, de participer à l'inspection commune préalable.**



Aucun chantier ne peut commencer avant que le maître d'ouvrage ou l'entreprise utilisatrice **ne détienne cette autorisation.**

OUTILS DISPONIBLES



Autorisation d'occupation temporaire du DPF
Convention d'occupation temporaire du DPF
Convention d'usage temporaire du DPF



OBJECTIF

S'il l'en a fait une des conditions de l'autorisation délivrée, VNF **participe à l'inspection commune préalable** organisée par le maître d'ouvrage ou l'entreprise utilisatrice pour lequel le chantier est réalisé, **préalablement** à l'exécution du chantier.

POURQUOI ?

Les intervenants doivent avoir connaissance des **risques d'interférence auxquels ils sont exposés** en intervenant sur le domaine confié en gestion à VNF afin d'**adapter les moyens de prévention** à mettre en place lors du chantier.

QUI Y PARTICIPE ?

Un **représentant de VNF** participe à l'inspection commune préalable.

RÔLE DE VNF

Identifier la nature des travaux qui vont être réalisés

Identifier l'impact du chantier sur le domaine confié en gestion à VNF et les activités de VNF

Donner les prescriptions à respecter par les intervenants pendant le chantier

Donner les autorisations nécessaires notamment celles de circulation sur le DPF

Etablir si nécessaire l'avis à la batellerie

OUTILS DISPONIBLES



Règlement général de police de la navigation intérieure
Règlements particuliers de police
Avis à la batellerie
Autorisation de circulation sur le DPF



OBJECTIF

Tout chantier réalisé par un autre maître d'ouvrage ou une autre entreprise utilisatrice que VNF sur le domaine confié en gestion à VNF ou l'impactant doit être réalisé en sécurité.

RÔLE DE VNF ?

Si, lors d'un déplacement à proximité du chantier, VNF **constate des écarts par rapport aux prescriptions qui ont été données**, VNF **informe par écrit** le maître d'ouvrage ou l'entreprise utilisatrice pour lequel le chantier est réalisé.

Si, lors d'un déplacement sur le domaine public fluvial, VNF **constate qu'un chantier est réalisé** par un maître d'ouvrage ou une entreprise utilisatrice autre que lui **sans en avoir été informé**, VNF **demande au maître d'ouvrage ou à l'entreprise utilisatrice concerné(e) de régulariser sa situation**. Pour cela, le maître d'ouvrage ou l'entreprise utilisatrice fait immédiatement **une demande d'autorisation** afin que VNF puisse **la lui délivrer** et puisse lui **transmettre les prescriptions nécessaires à sa réalisation**.



La prise en compte des prescriptions données par VNF et **le respect de la réglementation** relative à la santé et la sécurité au travail **sont de la responsabilité du maître d'ouvrage ou de l'entreprise utilisatrice** pour lequel le chantier est réalisé.

Chaque responsable d'entreprise est **responsable** de la sécurité des **travailleurs** placés sous son autorité.

